

DÉBATS POLITIQUE

« En France, la “tragédie des communs” ne porte plus sur des ressources naturelles, mais sur la démocratie elle-même »

TRIBUNE

Dino Borie

Economiste

Lionel Richefort

Economiste

Dans une tribune au « Monde », les économistes Dino Borie et Lionel Richefort estiment que l’instabilité politique actuelle relève de la « tragédie des communs ». Selon cette théorie, lorsque plusieurs acteurs partagent une ressource, ils finissent par la dégrader à force de faire primer leur propre intérêt.

Publié le 18 octobre 2025 à 11h00 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

La vie politique semble aujourd’hui régie par des logiques de stratégie et de calcul plus que par des visions collectives. Les comportements des acteurs obéissent à une rationalité relative : chacun anticipe les mouvements des autres, et l’action commune se paralyse. La théorie des jeux, développée au XX^e siècle par John von Neumann [1903-1957] et John Nash [1928-2015], offre une grille de lecture précieuse pour comprendre cette mécanique. Elle éclaire aussi bien la guerre commerciale menée par Donald Trump que les négociations climatiques ou la fragmentation politique française : dans chaque cas, la rationalité individuelle conduit à l’impasse collective.

Lire aussi | [La guerre tarifaire de Donald Trump perdure et déstabilise le commerce mondial](#)

La « tragédie des communs » désigne une situation où des acteurs partagent une ressource limitée – qu’il s’agisse d’un pâturage, d’une nappe phréatique ou d’une zone de pêche – et finissent par la dégrader en poursuivant chacun leur intérêt propre. Non par égoïsme, mais par calcul rationnel : puisque la ressource est commune, le coût de la surexploitation est dilué entre tous, tandis que le bénéfice individuel est immédiat. L’économiste Elinor Ostrom [1933-2012], lauréate du prix Nobel en 2009, a montré que cette tragédie n’est pas une fatalité. Ses travaux sur la gestion collective de l’eau, des forêts ou des pêcheries ont démontré que des communautés peuvent s’auto-organiser, définir des règles partagées et éviter l’épuisement des ressources, à condition que la confiance, la délibération et la sanction proportionnée encadrent la coopération.

Appliquée à la France contemporaine, cette tragédie ne porte plus sur des ressources naturelles, mais sur la démocratie elle-même. Les partis politiques, les syndicats, les gouvernements et les électeurs partagent un bien collectif : la confiance publique, la stabilité institutionnelle, la légitimité de la parole politique. Or chacun d’entre eux, en cherchant à maximiser son avantage à court terme, contribue à l’épuisement de cette ressource commune. Les dirigeants gouvernent à vue, les partis

privilégient la pureté idéologique à la coalition, et les citoyens, lassés, désertent les urnes. Tout cela est cohérent du point de vue individuel, mais destructeur collectivement : la démocratie s'érode sous le poids des comportements rationnels.

Peur d'être trahi

La théorie des jeux traduit cette situation sous la forme du dilemme du prisonnier : deux acteurs auraient intérêt à coopérer, mais chacun choisit la défection par peur d'être trahi. Dans la politique française, chaque camp redoute d'être celui qui fera le premier pas vers le compromis. En effet, la coopération unilatérale d'un acteur est assimilée à un renoncement naïf à son programme et à ses valeurs. Le résultat est un équilibre de Nash [*une situation où chaque acteur agit de manière optimale, compte tenu des actions des autres*] : personne n'a intérêt à changer de stratégie tant que les autres conservent la leur. La coopération serait bénéfique pour tous, mais personne ne veut en assumer le coût initial. Le jeu se fige, et l'action publique s'enlise dans un équilibre sous-optimal où la défiance devient la norme.

Une lecture complémentaire est celle du jeu de la poule mouillée : pourquoi les acteurs persistent-ils, en dépit des coûts collectifs et du risque d'effondrement du système ? Le choix dépend du comportement de l'adversaire : si celui-ci cède, l'acteur apparaît comme le leader de la coopération ; mais si l'autre résiste, il doit à son tour céder pour éviter que le système ne s'effondre. Ici, tout repose sur la dissuasion : chacun affiche sa détermination pour forcer l'autre à céder. La rationalité individuelle pousse à refuser toute coopération tant qu'il n'y a pas de choc externe majeur : effondrement de la cote de la France sur le marché de la dette, tension institutionnelle grave ou crise sociale. Tant qu'un « *drame* » n'a pas lieu, chaque acteur pense pouvoir tenir, convaincu que l'autre flétrira avant lui.

Lire aussi | [Dans les collectivités locales, « la culture du consensus » permet de faire émerger des coalitions](#)

Lorsque le nombre d'acteurs augmente, la dynamique devient encore plus instable. Qu'il s'agisse d'un dilemme du prisonnier à plusieurs joueurs ou d'un jeu de la poule mouillée généralisé, plus il y a de joueurs, plus la responsabilité du drame se dilue, et plus il devient difficile d'anticiper qui coopérera en premier. L'apprentissage collectif est alors asymétrique : un acteur peut adopter une stratégie aggressive – refus total de compromis – sans en subir immédiatement les conséquences, car la sanction politique est partagée. Ce mécanisme explique pourquoi le système peut fonctionner en équilibre sous-optimal, sans qu'aucune coalition durable ne se forme : la peur du coût individuel de la coopération l'emporte sur l'intérêt commun.

Surréagir par précaution

En outre, l'ambiguïté joue un rôle aggravant. Les acteurs ignorent à la fois les intentions réelles des autres et la marge de manœuvre dont chacun dispose au sein de son camp. Les réactions du public – électeurs, sympathisants – sont mal comprises : les signaux médiatiques sont interprétés comme des indicateurs stratégiques, alors qu'ils sont souvent trompeurs. Deux phénomènes se combinent : un biais de confirmation, car les acteurs lisent ces signaux comme des validations de leurs stratégies, et une aversion à l'ambiguïté, qui les pousse à surréagir par précaution – à durcir leur position ou à retarder tout compromis – afin d'éviter d'agir sur une information incertaine.

En somme, l'incertitude sur les intentions et les réactions des autres nourrit la rigidité stratégique, et la rareté des élections empêche la révélation des véritables rapports de force : ni sanction ni récompense ne viennent corriger les comportements. Sous l'angle coopératif, une alliance stable supposerait une répartition « *juste et intelligente* » des gains. Or, le gain politique – mesurable en reconnaissance, en influence ou en postes – ne peut être partagé de manière équitable par un arbitre impartial et apolitique, tout simplement parce qu'un tel arbitre n'existe pas. En réalité, le président de la République devrait jouer ce rôle de médiateur, mais en cherchant à gagner le jeu, il devient un moteur de la tragédie des communs qui paralyse la démocratie française.

¶ **Dino Borie** est maître de conférences en sciences économiques à Nantes université (IAE Nantes) ; **Lionel Richefort** est professeur des universités en sciences économiques à Nantes université (IAE Nantes)

Dino Borie (Economiste) et **Lionel Richefort** (Economiste)

Le Monde en partenariat avec Magnum Photos

[Tous les tirages](#)

MAGNUM PHOTOS

Vente de tirages signés.

CRISTINA DE MIDDLE

First second, from the series Party. Shanghai, China, 2011.

SUNG JIN PARK

Hangang Park. Seoul, South Korea, 2006.

[Voir plus](#)